

Burkina Faso
Unité – Progrès – Justice

Ministère de l'Economie, des Finances et de la
Prospective

Secrétariat général

Institut national de la statistique et de la
démographie



Les comptes nationaux annuels définitifs

(Année 2021)

Résumé de l'activité économique de l'année 2021

Reprise de la croissance en 2021 (+6,9%)

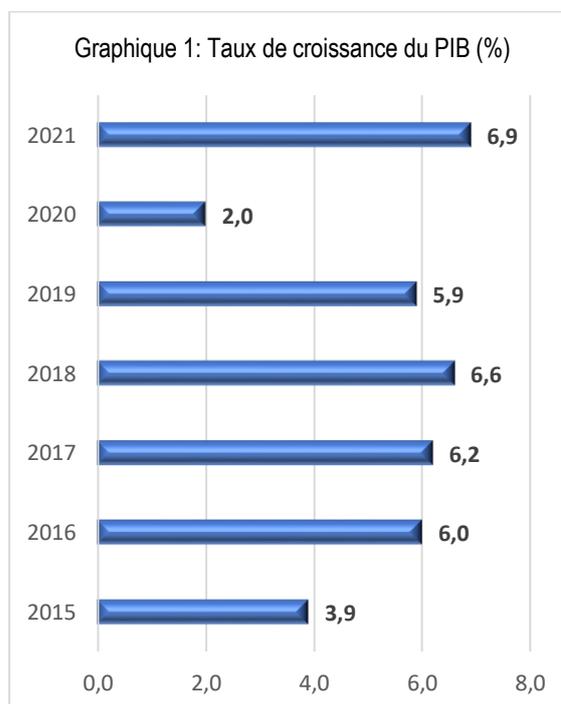
L'activité économique du Burkina Faso a connu une forte croissance en 2021 en dépit des effets de la situation sécuritaire. Le produit intérieur brut (PIB) en volume chaîné aux prix de 2015 a augmenté de 6,9% en 2021 après une faible croissance de 2,0% en 2020.

Du côté de la demande, la croissance repose principalement sur la consommation finale qui a augmenté de 7,4% en 2021 après une légère baisse de 0,8% en 2020 contribuant ainsi à la croissance du PIB avec 5,9 points. Les exportations quant à elles, progressent de 13,4% en volume après 11,9% en 2020. L'augmentation des exportations est plus importante que celle des importations (+7,5%). Cette amélioration du solde de la balance commerciale de +346,7 milliards de FCFA en valeur, a contribué à la croissance à hauteur de 2,1 points. Les investissements ont baissé davantage (-6,2%) en 2021 après une légère baisse (-1,5%) en 2020 ce qui induit une contribution négative à la croissance en 2021 de 1,1 point.

Du côté de l'offre, la croissance est principalement imputable au secteur tertiaire qui apporte +5,6 points à la croissance et dont la valeur ajoutée a connu une hausse en volume de 12,5%. Il est suivi par le secteur secondaire dont la valeur ajoutée a augmenté de 6,7% et qui contribue à hauteur de 2,0 points à la croissance du PIB. Le secteur primaire quant à lui, contribue négativement à la croissance (-1,4 point de

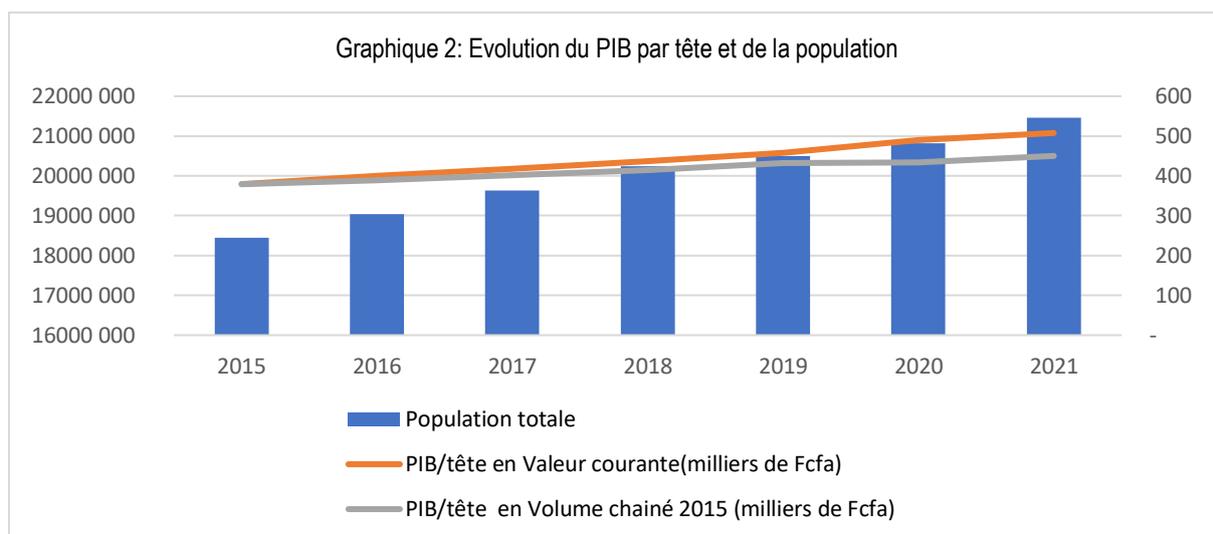
Le PIB nominal par tête ainsi que le PIB réel par tête ont connu une augmentation en 2021. Le PIB réel par tête s'élève 450 094 FCFA après 433 803 FCFA en 2020. Quant au PIB nominal, il s'établit à 507 686 FCFA en 2021 après un niveau 490 068 FCFA en 2020.

croissance), imputable à l'agriculture qui baisse de 10,8% en raison de la mauvaise campagne agricole 2021-2022. Le pouvoir d'achat des ménages a baissé de 0,3% en 2021 après une hausse de 6,3% en 2020. Quant au taux d'épargne des ménages, elle est passée de 18,9% en 2020 à 12,6% en 2021 en décélération de 6,3 points. Le taux de marge des sociétés non financières passe de 78,8% en 2020 à 72,9% en 2021. Celui des sociétés financières se situe à 60,0% en 2021 en accélération de 18,6 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2020.



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

Figure 1 : Évolution du PIB par tête (en milliers de FCFA) et de la population



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

Au niveau du Reste du Monde¹, la croissance de l'économie mondiale s'est élevée à 5,9% en 2021 après une contraction de 3,1% en 2020. Dans les pays avancés ainsi que dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité économique a progressé respectivement de 5,0% et 6,5% contre des régressions respectives de 4,5% et 2,0% en 2020.

Aux Etats-Unis, l'économie a affiché une embellie avec une progression de 5,8% en 2021 contre une contraction de 3,4% en 2020. Dans la zone euro, l'activité économique s'est fortement redressée en affichant une croissance de 5,5% en 2021 contre un repli de 6,5% en 2020. En Afrique la croissance économique s'est redressée à 3,4% en 2021 contre une contraction de 2,1% en 2020, sous l'effet d'un rebond du tourisme, ainsi qu'à la faveur d'une hausse des prix des matières premières exportées et d'un assouplissement des restrictions induites par la pandémie de la COVID-19. Plus particulièrement, en Afrique subsaharienne, la croissance économique s'est redressée à un taux de 4,0% en 2021 après sa décline de 1,7% en 2020.

¹ FMI : « Perspectives économiques régionales Afrique Subsaharienne, octobre 2021 »

1. Évolution de l'offre

1.1. Évolution globale de l'offre

Une croissance économique importante en 2021 (+6,9%)

L'activité économique au Burkina Faso a atteint un rebond de 6,9% en 2021, après un ralentissement de 2,0% en 2020, soit une accélération de 4,9 points de croissance.

Cette situation est dû au dynamisme des activités économiques enregistré dans les secteurs tertiaire et secondaire, avec des taux de croissance respectifs de 12,5% et 6,7% en 2021. En effet, en 2021, le secteur tertiaire a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 5,6 points, tandis que le secteur secondaire à 2,0 points.

Le secteur primaire a connu une baisse importante avec un taux de croissance de -7,6% en 2021 après 1,0% en 2020. Cela est en partie dû à la mauvaise pluviométrie et à la persistance de la crise sécuritaire.

En ce qui concerne la contribution à la croissance économique, elle est de -1,4 points pour ce secteur.

En termes de structure du produit intérieur brut nominal, le secteur tertiaire occupe toujours une place prépondérante. Il représente 45,4% de la valeur ajoutée totale. Le secteur secondaire occupe la deuxième place avec contribution de 28,5% à la formation de la valeur ajoutée. Quant au secteur primaire il contribue à hauteur de 17,3% à la valeur ajoutée totale en 2021. Les impôts et taxes nets contribuent à hauteur de 8,8% à la structure du PIB.

1.2. Évolution sectorielle de l'offre

Une forte reprise de l'activité économique dans le secteur tertiaire (+12,5%)

Les activités dans le secteur tertiaire ont repris fortement en 2021 (12,5%) après une baisse de 2,3% en 2020. Cette reprise du rythme de l'activité économique est imputable à tous les sous-secteurs du tertiaire.

Ce qui traduit une amélioration de l'activité en 2021 par rapport à l'année 2020. En effet, les services d'administrations publiques progressent de 19,6% en 2021 après une baisse de 7,1% en 2020 apportant ainsi une contribution de 4,3 points à la croissance du PIB. Tous les autres sous-secteurs du tertiaire ont été performants en 2021 apportant ainsi des contributions positives à la croissance du PIB. En effet, les services financiers et d'assurances ont fortement progressé de 23,1%, les activités professionnelles de 7,4%, le service d'information et communication de 5,3%.

En termes de contribution à l'essor économique, le secteur tertiaire a été le principal moteur en 2021, avec une contribution de 5,6 points de pourcentage à la croissance après une contribution négative de 1,1 point en 2020.

Une hausse de l'activité économique dans le secteur secondaire (+6,7%)

Les activités dans le secteur secondaire ont connu une croissance de 6,7% en 2021 après 9,9% en 2020. L'amélioration continue de l'activité économique dans ce secteur est en grande partie due aux activités de l'extraction, qui ont réalisé une performance de 7,8% en 2021 après une progression de 12,4% en 2020. Cela dénote une amélioration des activités en 2021, notamment grâce à l'extraction de l'or, qui a connu une progression de 8,5% après une progression de 15,4% en 2020. L'extraction d'or impacte positivement la croissance économique du Burkina Faso en 2021 avec une contribution de 1,2 point de croissance.

Les autres sous-secteurs du secondaire ont également progressé sauf le sous-secteur de l'électricité - eau - assainissement. Les activités manufacturières sont en hausse de 2,4% avec une contribution à la croissance du PIB de 0,2 point. Le sous-secteur des BTP a connu la même dynamique qu'en 2020. En effet ce sous-secteur a augmenté de 17,9% en 2021 et de 17,1% en 2020. La contribution du secteur des BTP à la croissance économique est estimée à 0,5 point en 2021 tout comme en 2020. Concernant le sous-secteur « Électricité-eau-assainissement », l'activité économique a connu une baisse de 2,2% en 2021 après une hausse de 8,7% en 2020.

Le secteur secondaire est le deuxième secteur qui a le plus contribué à l'essor économique avec 2,0 points de croissance).

Un recul de l'activité économique dans le secteur primaire (-7,6%)

Dans le secteur primaire, l'activité économique a connu une baisse de 7,6% en 2021 après 1,0% en 2020. Il contribue négativement à la croissance économique en 2021 (-1,4 points). La baisse du niveau d'activité économique dans le secteur est imputable à la baisse des activités dans le sous-secteur de l'agriculture qui a connu une forte baisse (-10,8%) contre 1,6% en 2020. Cette baisse dans l'agriculture est expliquée par la contreperformance de l'agriculture hors égrenage (-10,7%) de même que l'égrenage (-18,5%), contribuant négativement (-1,5 point) à la croissance du PIB. Une baisse de l'activité est aussi enregistrée dans le sous-secteur de la pêche et aquaculture (-0,2%). Les sous-secteurs de l'élevage et de la Sylviculture et chasse progressent respectivement de 2,3% et de 1,7%.

Tableau 1 : Évolution sectorielle de la valeur ajoutée

	Evolution du taux de croissance en volume (en pourcentage)			2021		
				Prix courant (en milliards de FCFA)	Prix Volumes chaînés à partir de 2015, (en milliards de FCFA)	Contribution à la croissance du PIB (en %)
	2019	2020	2021			
Secteur primaire	-0,7	1,0	-7,6	1 888,6	1 660	-1,4
Agriculture	-3,1	1,6	-10,8	1 447,5	1 105,1	-1,5
<i>Agriculture hors égrenage de coton</i>	-1,6	3,9	-10,7	1 423,2	1 096,7	-1,4
<i>Égrenage de coton</i>	-27,2	-33,1	-18,5	24,3	22,8	0,0
Élevage	7,6	0,5	2,3	209,4	388,2	0,1
Sylviculture et chasse	4,8	-3,2	1,7	196,7	147,5	0,0
Pêche et aquaculture	4,9	5,3	-0,2	35,1	33,9	0,0
Secteur secondaire	8,5	9,9	6,7	3 116,4	2 665,6	2,0
Activités extractives	-7,8	12,4	7,8	1 609,3	993,8	1,2
<i>Extraction de minerais d'or</i>	-10,7	15,4	8,5	1 474,1	859,4	1,2
<i>Autres activités extractives</i>	16,3	-22,4	0,5	67,3	63,3	0,0
<i>Prospection minière et autres activités de soutien</i>	2,0	0,5	-2,3	67,9	53,1	0,0
Activités manufacturières	2,2	4,8	2,4	1 071,7	946,3	0,2
<i>Agroalimentaire</i>	7,3	6,1	-0,1	754,2	636,0	0,0
<i>Fabrication de textiles et articles d'habillements</i>	1,1	4,2	2,9	108,4	112,9	0,0
<i>Fabrication de produits minéraux</i>	-59,6	64,8	-12,6	27,2	28,0	0,0
<i>Autres industries manufacturières</i>	0,0	-9,8	17,4	181,8	159,1	0,3
Électricité - Eau – Assainissement	-5,4	8,7	-2,2	90,7	62,1	0,0
Construction	85,8	17,1	17,9	344,7	685,8	0,5
Secteur tertiaire	7,7	-2,3	12,5	4 954,5	4 353,6	5,6
Commerce et réparation	6,5	1,1	5,1	945,0	851,9	0,5
Transport et entreposage	8,0	-2,8	1,4	132,4	99,7	0,0
Hébergement et restauration	2,6	4,3	2,2	219,6	227,7	0,0
Information et communication	9,8	-1,3	5,2	260,8	275,1	0,1
Services Financiers et assurances	0,6	14,1	23,1	227,0	210,2	0,4
Activités immobilières	3,3	1,2	1,9	523,4	500,7	0,1
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de soutien et de bureau	6,5	7,4	7,4	145,2	131,6	0,1
Services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels	10,4	-7,1	19,6	2 501,0	2 034,7	4,3
Total	6,0	2,0	6,7	9 959,5	8 737,3	6,2
Impôts et taxes nets sur les produits	0,9	1,7	9,6	963,4	953,2	0,7
Produit Intérieur Brut	5,5	2,0	6,9	10 922,9	9 694,0	6,9
Écart statistique (écart de chaînage)				0	61,6	0

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

2. Évolution de la demande

2.1. Évolution globale de la demande

La demande intérieure, principal facteur de la croissance économique

La demande intérieure a été le principal facteur qui a tiré la croissance économique en 2021, avec une contribution de 4,8 points à la croissance de l'économie nationale. Cette demande a connu une croissance de 4,3% en volume en 2021 contre une baisse de 1% en 2020 montrant ainsi une reprise de la croissance de cette demande intérieure.

En termes de structure, la consommation finale demeure la principale composante du PIB. Elle représente 81,6% du PIB. En effet, elle a contribué à 5,9 points à la croissance économique de 2021 (contre une contribution de -0,7 point en 2020).

Le taux de croissance des investissements a connu une forte baisse. Il est passé de -1,5% en 2020 à -6,2% en 2021 impactant la croissance du PIB de -1,1 point en 2021 (contre une contribution de -0,3 en 2020).

La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB est de 2,1 points en 2021 (contre une contribution de 3,0 points en 2020). Cette contribution à la croissance est due à une croissance des importations (+7,5%), moins importantes que celle des exportations qui est passé de 11,9 % à 13,4% entre 2020 et 2021.

Tableau 2 : Évolution des différentes composantes de la demande globale

	Evolution en volume au prix constant de 2015			2021		
	2019	2020	2021	Prix courant en milliard de F CFA	Prix constant de 2015 en milliard de FCFA	Contribution à la croissance
	(1) Consommation finale	5,4	-0,8	7,4	8 882,3	7 905,9
Dont : Ménage	3,7	2,2	3,4	6 309,1	5 739,9	2,0
Admiration Publique	12,4	-9,0	18,1	2 211,7	1 823,0	3,6
ISBSLM	-0,4	-3,8	11,3	361,6	311,3	0,4
(2) Investissement (21) + (22)						
+ (23)	11,2	-1,5	-6,2	1 693,9	2 002,5	-1,1
Dont : (21) Formation Brute de Capital Fixe	14,9	6,4	3,9	1 977,9	2 282,5	0,7
(22) Variation des Stocks	-36,3	-167,0	286,8	-286,1	-272,5	-1,8
(23) Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	3,1	7,6	12,0	2,1	1,6	0,0
(3) Exportations nettes (31) - (32)	15,6	-32,7	-25,1	346,7	-358,4	2,1
(31) Exportations	0,1	11,9	13,4	3 582,4	2 977,5	4,3
Dont : Biens	-1,7	13,4	14,0	3 335,7	2 710,5	4,1
Services	20,6	-2,8	6,0	246,7	255,3	0,1
(32) Importations	3,4	1,5	7,5	3 235,7	3 335,9	2,2
Dont : Biens	2,5	1,7	7,6	2 817,8	2 908,8	1,9
Services	9,0	0,4	6,6	417,9	428,8	0,2
PIB = (1) + (2) + (3)	5,9	2,0	6,9	10 922,9	9 694,0	6,9
Ecart statistique (écart de chaînage)					144,0	

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

2.1.1. La consommation finale

Une reprise de la croissance des dépenses de consommation finale

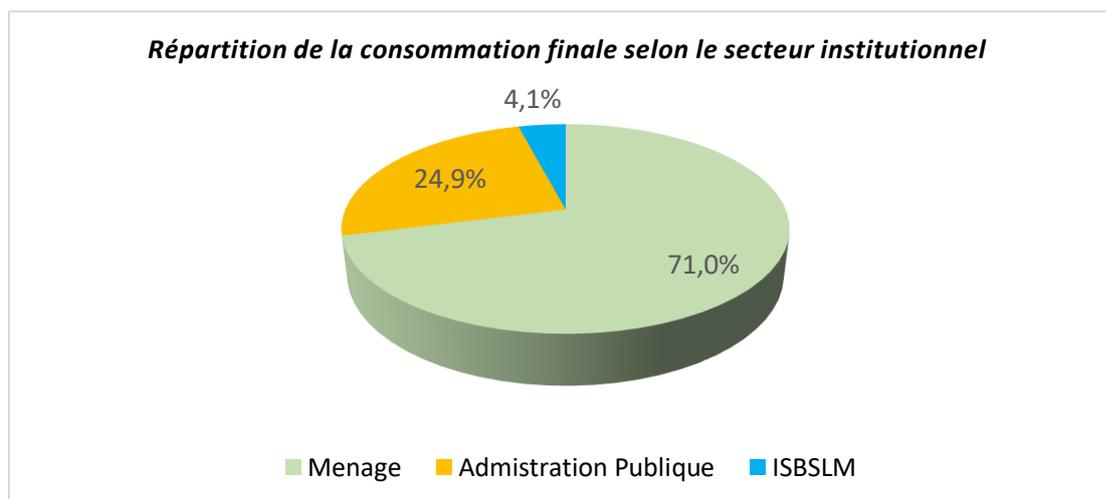
Les dépenses de consommation finale ont été marquées par une reprise de leur rythme de croissance en 2021. En effet, après une baisse de 0,8% en 2020, les dépenses de consommation finale ont connu une hausse de 7,4% en 2021, contribuant ainsi à la croissance du PIB de 5,9 points. La part des dépenses de consommation finale dans le PIB est de 81,3% en 2021 après 81,2% en 2020. En moyenne sur la période 2015-2021, la part de la consommation finale dans le PIB est de 84,4%

La progression des dépenses de consommation finale est due à un effet conjugué de la consommation finale des administrations publiques (+18,1%), de celle des ISBLM (+11,3%) et de celle des ménages (+3,4%).

La consommation finale des administrations publiques a connu une reprise de son rythme de croissance en 2021 (+18,1%) après une chute en 2020 (-9,0%). S'agissant des dépenses de consommation finale des ménages, elle a connu une hausse de +3,4% en 2021 contre 2,2% en 2020.

En termes de structure, la consommation finale des ménages représente 71,0% de la consommation finale globale. Les dépenses de consommation finale des administrations publiques représentent quant à elles 24,9% et celles des ISBLM 4,1%.

Figure 2 : Répartitions de la consommation finale selon le secteur institutionnel



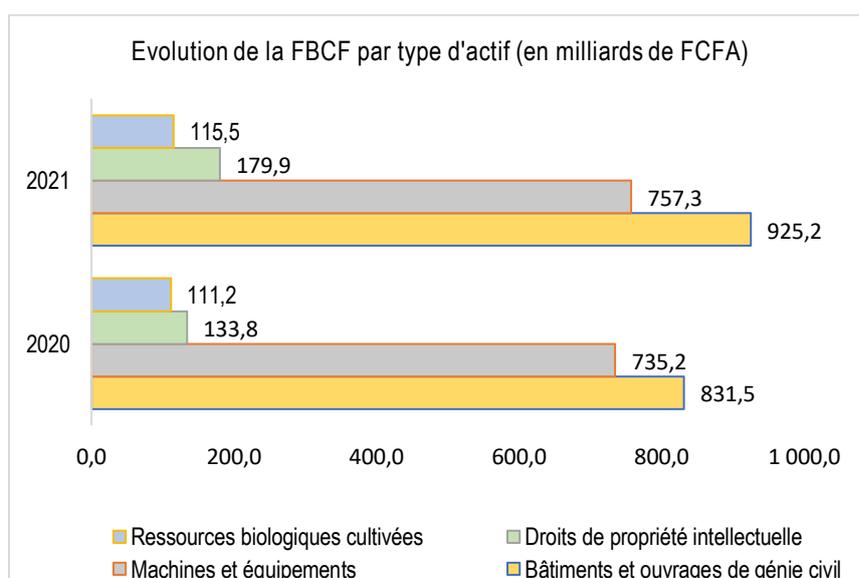
Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

Une baisse accentuée des investissements

Après une série de cinq années consécutives de croissance entamée depuis 2015, l'investissement baisse davantage en 2021(-6,2%) après celle de 2020 (-1,5%). Les investissements contribuent négativement à la croissance du PIB à hauteur de -1,1point.

Par ailleurs, la structure de la formation brute de capital fixe n'a pas changé entre 2021 et 2020. En effet, les bâtiments et les ouvrages de génie civil demeurent le type d'actif le plus investi, suivi des machines et équipements. Au bas de l'échelle, nous retrouvons les ressources biologiques cultivées. Ces ressources incluent les ressources animales ainsi que les arbres, végétaux et plantes fournissant une production de façon répétée.

Figure 3 : Formation brute de capital fixe par type d'actif, Valeurs courantes (en millions de FCFA)



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

2.1.2. Les échanges avec l'extérieur

Une amélioration des termes de l'échange

En 2021, les termes de l'échange ont connu une détérioration. Cette détérioration est le résultat de la conjugaison de plusieurs facteurs dont une hausse des prix à l'importation couplée à une baisse de ceux à l'exportation. En effet, les prix à l'importation sont en hausse de 1,9% alors que ceux des exportations ont connu une baisse de 2,6%.

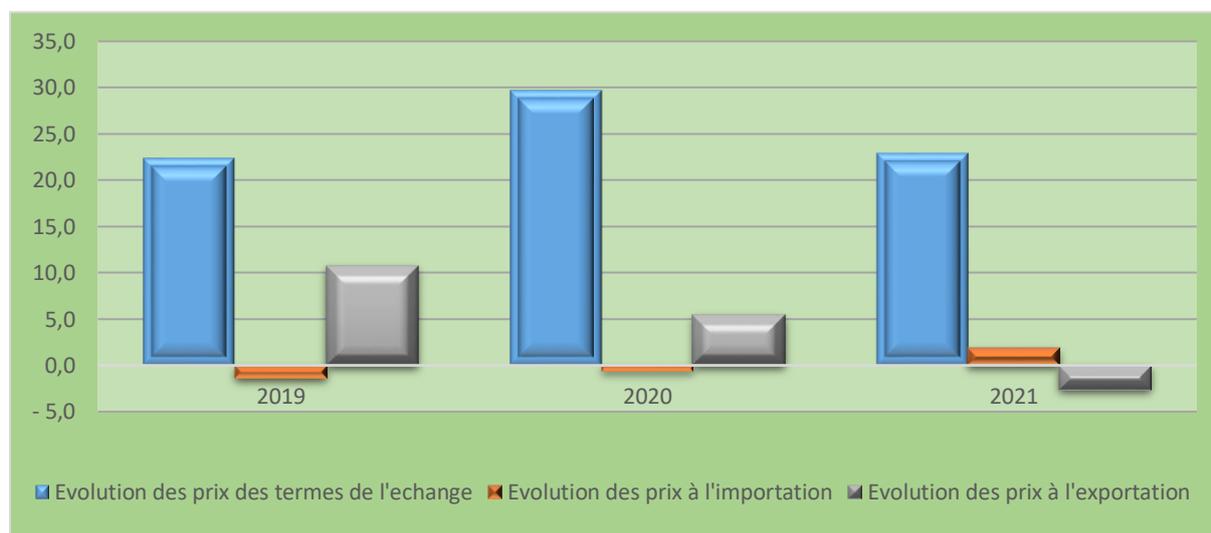
La hausse des prix à l'importation est due en grande partie à la hausse des prix des produits pétroliers raffinés (+3,5%), des produits métalliques (+14,3%), des machines et équipements (+0,1%) en dépit de la baisse des prix des produits pharmaceutiques et chimiques importés (-0,7%) et les produits agroalimentaires (-0,3%) qui font partie des principaux produits importés.

La baisse des prix à l'exportation provient essentiellement quant à elle de la baisse des prix à l'exportation des produits de l'extraction minière (-4,8%) qui constitue le principal produit d'exportation du pays (76,4% des exportations).

Les termes de l'échange ont connu une évolution irrégulière sur la période 2019-2021. En 2019, l'évolution était de +22,4%, elle s'est accrue de 29,7% en 2020 et de 22,9% en 2021.

La figure ci-après montre l'évolution des termes de l'échange entre 2019 à 2021.

Figure 4 : Évolution des termes de l'échange entre 2019 et 2021.



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

3. La formation des prix

L'inflation est au-dessus de la norme communautaire en 2021

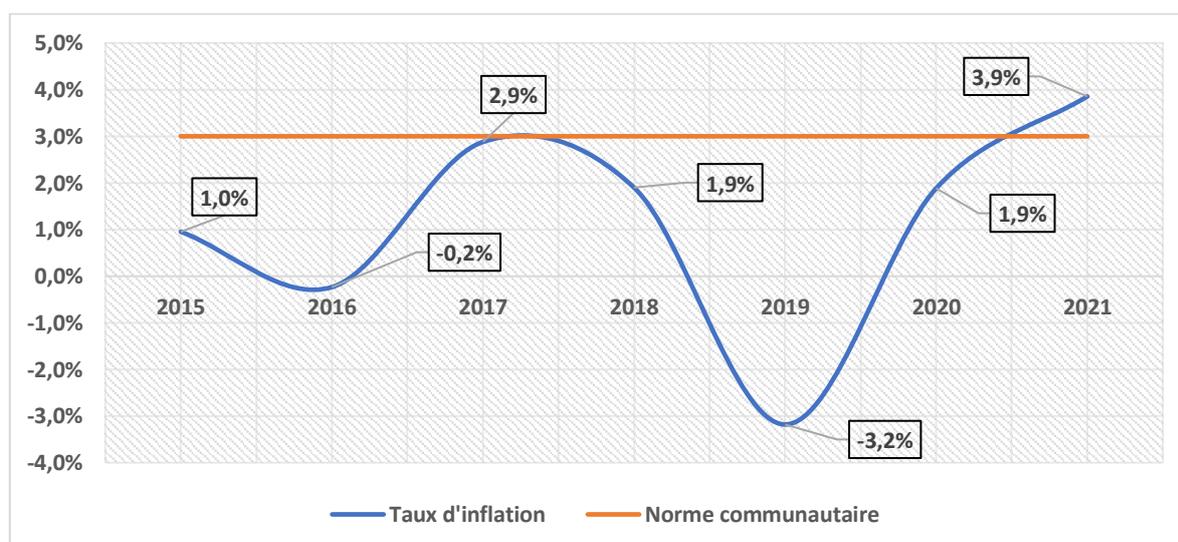
Au Burkina Faso, le niveau général des prix a augmenté de 3,9 % en 2021, marquant une hausse par rapport à l'année 2020 où il était inférieur au seuil communautaire recommandé de 3 %. En effet, une hausse de 1,9 % avait été observée en 2020. Cette hausse des prix intervient après une période de maîtrise de l'inflation entre 2015 et 2020.

Cette tension inflationniste en 2021 est imputable principalement au renchérissement des prix des produits alimentaires, des boissons (alcoolisées et non alcoolisées), du tabac et des stupéfiants. En effet, les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont augmenté de 10,2 %, tandis que ceux des boissons alcoolisées, du tabac et des stupéfiants ont augmenté de 5,2 %.

L'augmentation des prix des produits alimentaires est due à la mauvaise campagne agricole 2021/2022, marquée par une baisse d'environ 10,0% de la production de céréales. Par ailleurs, la situation sécuritaire a conduit à l'abandon des terres agricoles et des zones d'élevage, perturbant la chaîne de distribution des produits en raison de l'inaccessibilité des zones touchées par des enjeux sécuritaires. Elle a engendré une crise d'offre qui a eu des répercussions sur les prix des produits alimentaires locaux.

La hausse du niveau général des prix dans les précédentes fonctions est atténuée par une baisse relative des prix dans les fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-0,2%), « service d'éducation » (-7,5%) et « Loisir et culture » (-7,2%).

Figure 5 : Évolution du taux d'inflation entre 2010 et 2021.



Source : INSD, INHPC, base 2014

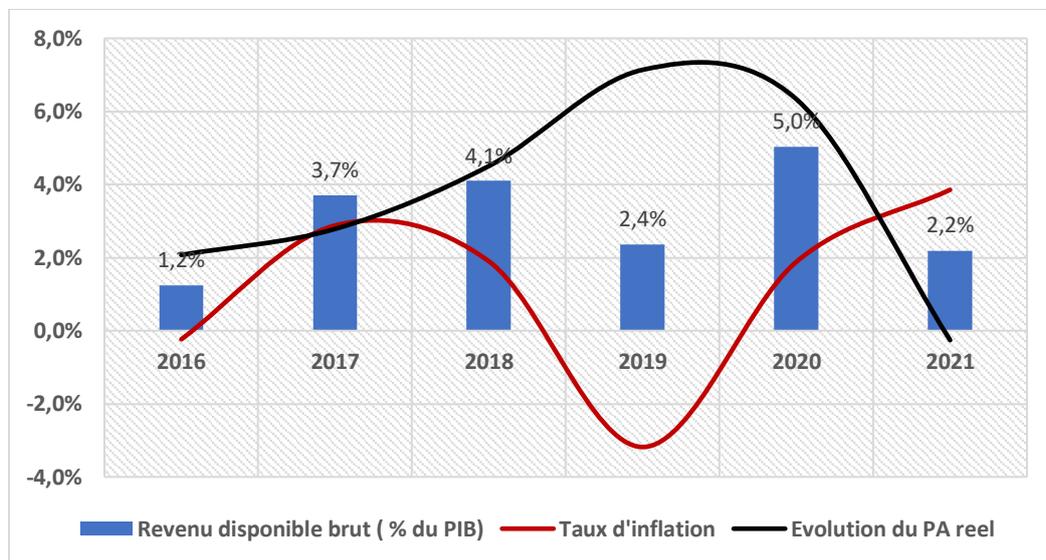
4. Le pouvoir d'achat et le revenu disponible des ménages

En 2021, le revenu disponible brut des ménages a connu une hausse de 3,6% après 8,3% en 2020, soit une amélioration de 239,2 milliards de CFA par rapport à l'année précédente. Cette performance est principalement due à une hausse de 6,4% de la rémunération des salariés.

L'analyse comparée du revenu disponible brut des ménages et de l'indice harmonisé des prix à la consommation révèle une augmentation continue du pouvoir d'achat réel. Cependant cette progression du pouvoir d'achat réel ralentit depuis 2019. En 2021, le niveau réel du pouvoir d'achat des ménages a augmenté de 0,28 % contre 7,3 % en 2020.

????

Figure 6 : Évolution du pouvoir d'achat et du revenu national disponible brut des ménages



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

5. La situation financière des sociétés

Une amélioration du taux d'investissement des sociétés non financières

Le taux d'investissement indique la part de la valeur ajoutée brute utilisée pour les investissements. Il s'agit de la formation brute de capital fixe (FBCF) exprimée en pourcentage de la valeur ajoutée (VA) créée au cours du processus de production. Pour l'économie nationale, le taux d'investissement a augmenté de 18,1% en 2021 après 17,8 % en 2020 soit une augmentation de 0,3 point de pourcentage. En ce qui concerne les sociétés non financières (SNF), le taux d'investissement est élevé à 28,6%, contre 25,9% en 2020. La hausse des investissements en génie civil (+12,2,2%) et la hausse des investissements en matériels de transport (7,5%) sont les facteurs qui expliquent le mieux la hausse des

investissements des sociétés non financières. Le taux de marge correspond aux fonds restant dans l'entreprise après déduction des rémunérations salariales pour couvrir le capital et les investissements. Il est le rapport entre le résultat brut d'exploitation (EBE) et la valeur ajoutée (VA). Le taux de marge des SNF est passé de 78,8% en 2020 à 72,9% en 2021. Quant au taux d'autofinancement (le rapport entre l'épargne et les investissements), indicateur qui désigne la capacité d'une entreprise à financer ses propres activités, il se situe à 81,4% en 2021 contre 126,0% en 2020. Cette situation est expliquée par une augmentation des investissements et une augmentation du taux d'épargne (rapport entre l'épargne et le revenu disponible total) en 2021. Le taux d'épargne passe de 32,2% en 2020 à 23,3% en 2021. Pour les sociétés financières (SF), le taux d'investissement s'établit à 3,5% en 2021 contre 4,0% en 2020. Le taux d'épargne quant à lui se situe à 152,4% en 2021, ce qui a entraîné une augmentation exceptionnelle de leur taux d'autofinancement. Le taux de marge des SF a augmenté de 18,7 points par rapport au taux de 2020 (41,4%).

6. La situation des administrations publiques

Amélioration du solde du compte de capital et hausse de la dette publique

En 2021, le besoin de financement des administrations publiques diminue de 26,9% pour se situer à 234,5 milliards de FCFA. Cette baisse du niveau de besoin de financement des administrations publiques est principalement imputable à la hausse de la mobilisation des recettes fiscales qui ont augmenté de 22,5%² en 2021.

En effet, du fait de l'accroissement de la mobilisation fiscale, Les recettes ont été mobilisées à hauteur de 2189,0 milliards de FCFA en 2021 contre 1 937,6 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 251,4 milliards de FCFA (+13,0%).

Le taux d'investissement des administrations publiques s'est quant à lui accru en 2021 par rapport en 2020 (44,8% en 2021 après 41,9% en 2020).

En ce qui concerne la dette publique, son encours à fin décembre 2021 s'est établi à 5 983,1 milliards de FCFA, en augmentation de 25,6% par rapport à fin décembre 2020. Il est constitué de dettes extérieure et intérieure pour des montants respectifs de 2 628,3 milliards de FCFA (43,9%) et de 3 354,8 milliards de FCFA (56,1%). Cet accroissement de l'encours de la dette est imputable principalement à sa composante intérieure qui a progressé de 827,5 milliards de FCFA (+32,7%) et dans une moindre mesure à celle extérieure, en hausse de 390,2 milliards de FCFA (+17,4%).

Le ratio « encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal » s'est ainsi situé à 55,4% en 2021 contre 49,6% en 2020.

² Les données inhérentes aux recettes et aux encours de la dette sont issues du rapport sur la situation économique et financière (RSEF) du Burkina Faso de 2021

Equipe de travail

Directeur Général :	Boureima OUÉDRAOGO
Directeur Général Adjoint	Bernard BÉRÉ
Directeur des Statistiques et des Synthèses Économiques :	Barbi KABORE
Chef de Service des Comptes Economiques et des Analyses Macroéconomiques :	Fati ZOURÉ

Wendéyidé KABORÉ

Moussa TRAORÉ

B. Ferdinand NEYA

Bawomo NEZIEN

Arsène NABI

Israël SAWADOGO

A. Boris ADITOUA

Marie Christelle ZONGO

Henriette SOMDA

Abdoul-Fatass BONKOUNGOU

Bassirou DIANDA

Frédéric LAMY

Thomas OUÉDRAOGO

Équipe de collecte :

Elysée KABORÉ

Marguerite SAWADOGO

Yacouba KOEFI

Ibrahima OUÉDRAOGO

Sibiri SÉBÉGO

COMPTES NATIONAUX ANNUELS

DSSE /SCEAM /2024 /07

Juillet 2024